



ASIE/TIMOR EST - Les catholiques à la veille des élections : paix, justice et prière pour l'avenir du pays

Dili (Agence Fides) – Prier et œuvrer pour un avenir de justice et de paix à Timor Est : c'est dans cet esprit que les fidèles catholiques de Timor Est sont descendus dans la rue pour lancer un message à toute la nation à la veille des élections présidentielle prévues pour le 17 mars prochain. L'atmosphère est tendue après qu'un certain nombre de bombes aient été retrouvées devant les bureaux de la Commission pour les Elections. La nation, où se tiendront en juin 2012, les élections législatives, a été secouée par de violents désordres durant les élections de 2006.

Ainsi que l'Eglise locale l'a indiqué à Fides, la manifestation intitulée « Changer le cœur, changer le monde » a été organisée le 21 février par la « Conférence des Supérieurs religieux de Timor Est » en collaboration avec la Commission Justice et Paix du Diocèse de Dili et a impliqué des prêtres, des religieux, des religieuses, des laïcs et des étudiants des sept Paroisses de Dili.

« Un cortège pacifique et silencieux, qui a rythmé son cheminement par la prière, conduit par l'Evêque de Dili, S.Exc. Mgr Alberto Ricardo da Silva, a traversé la ville afin de rendre un témoignage de foi, de paix et d'espérance » raconte à Fides un prêtre du cru. L'Evêque, invoquant la paix pour Timor Est, a demandé à tous les fidèles de « prier et de collaborer à la bonne réussite des élections ». « Pour ce fait, c'est-à-dire pour changer la réalité externe et la société, est nécessaire la conversion interne, celle du cœur » a-t-il remarqué. Les participants, à la fin de la manifestation, ont récité la « Prière pour les élections générales 2012 » qui sera lue dans les trois Diocèses de Timor Est jusqu'au 12 juin, jour des élections législatives.

Selon un rapport envoyé à Fides par le think-tank « International Crisis Group » (ICG), les prochaines élections présidentielles et législatives à Timor Est constitueront « une étape importante en ce qui concerne la consolidation de la stabilité interne » et « une chance pour abandonner derrière soi un passé violent ». Le risque le plus important pour le pays, note l'ICG, « est la presque totale impunité concernant la violence politique ». Les candidats, affirme-t-il, « doivent dire clairement que de tels crimes ne seront plus tolérés ». (PA) (Agence Fides 25/02/2012)